

HSM Haiti 2023 - Cycle 2

Les résultats clés du deuxième cycle du Suivi de la Situation Humanitaire réalisé en Artibonite dans les communes de Dessalines, Gonaïves, L'Estère et Saint Marc

Février 2024

Messages clés

- Les résultats de ce deuxième cycle du Suivi de la Situation Humanitaire en Artibonite mettent en évidence des défis majeurs auxquels sont confrontées les communautés locales en matière d'accès et de pérennisation de leurs moyens de subsistance. Dans une région où **40%** de la population a pour **source de revenus leur production personnelle**, l'évaluation démontre des obstacles majeurs liés à la production agricole. Ces défis consistent en des **problèmes d'accès à l'eau à des fins d'irrigation** ou encore le **manque d'approvisionnement en intrants agricoles**. Ces défis sont aussi liés à **une résilience fragile face aux événements climatiques** comme des inondations ou des cycles de sécheresse ou encore à des violences de groupes armés consistant en la **confiscation des terres ou productions des agriculteurs locaux**.
- La situation sanitaire des communautés locales est aussi menacée par plusieurs facteurs tels que les **difficultés d'accès à des sources d'eau améliorées** et **des installations sanitaires**. Ces défis, pouvant contribuer à une propagation de maladies infectieuses, s'accompagnent aux **barrières d'accès aux services de soins**. Alors que dans certaines sections communales (Fosse Naboth ou Duvallon et Petite-Desdune) les résultats ont mis en évidence l'insuffisance de structures de santé accessibles à proximité, d'autres observations montrent des **difficultés liées à l'accessibilité des centres de soins** mise à mal par des routes non-praticables, des restrictions de mouvement ou encore des trajets longs et périlleux.
- En termes d'abris, **près de la moitié des ménages ont rapporté vivre dans des abris pouvant être qualifiés de non-adéquats** et pour **77%**, leur **abri ne peut pas résister aux aléas climatiques**. En effet, certains informateurs clés ont évoqué les dégâts auxquels sont confrontées certaines populations en cas de fortes pluies et d'inondations.
- L'accès à l'éducation est également un besoin à prioriser, particulièrement dans certaines sections communales comme Poste Pierrot **où presque un enfant sur trois n'a pas été inscrit dans une école** au cours de l'année scolaire 2022 - 2023. A cela s'ajoutent des **défis liés à l'accessibilité des écoles** avec des enfants s'exposant à des dangers au cours de leurs trajets pour l'école.
- La prévalence de ces besoins s'accompagne d'une exposition à des risques de protection majeurs liés à des **violences basées sur le genre, des grossesses précoces, des mariages forcés** mais aussi des **restrictions de mouvement**.

40%

des ménages interrogés **n'ont pu satisfaire qu'un quart ou moins de leurs besoins prioritaires.***

*Les ménages interrogés ont été invités à estimer dans quelle mesure leurs besoins prioritaires étaient satisfaits, selon leur propre perception et compréhension de ces besoins

CONTEXTE

Haïti traverse une crise humanitaire prolongée due à une instabilité politique persistante, une vulnérabilité aux catastrophes naturelles et une escalade de la violence liée aux gangs armés. Initialement concentrées à Port-au-Prince, les activités des gangs armés se sont étendues à l'Artibonite. De nouveaux gangs ont émergé depuis 2015, atteignant les zones rurales du Bas-Artibonite.¹ Les données provenant du rapport de l'OHCHR et du BINUH révèlent une dégradation marquée des droits de l'homme depuis début 2022, avec 1694 personnes tuées, blessées ou enlevées entre janvier 2022 et octobre 2023, dont plus de 80% pendant la période de janvier à octobre 2023.² Ce contexte d'insécurité a un impact considérable sur l'accès aux services de base. D'après le rapport sur les besoins humanitaires et le plan de réponse de 2024,⁴ l'insécurité dans le département de l'Artibonite a entraîné la fermeture de 402 écoles. Aussi, un quart des établissements de santé en Artibonite déclarent avoir des problèmes d'accès physique aux infrastructures de santé, tant pour les patients que pour le personnel, en raison de l'insécurité.

APERCU DE L'EVALUATION

Cette évaluation vise à contribuer à une meilleure compréhension des besoins humanitaires des populations en Artibonite au cours de l'année 2023. Elle permettra de soutenir les acteurs humanitaires à prendre des décisions plus éclairées basées sur les priorités des populations affectées par une crise multidimensionnelle via la production d'informations multisectorielles et localisées au niveau de sept sections communales.

MÉTHODOLOGIE:

La collecte de données s'est déroulée du 26 novembre au 11 décembre 2023 dans sept sections communales (Fosse Naboth ou Duvallon, Poste Pierrot, Petite Rivière de Bayonnais, Poteaux, Petite Desdunes, Bois Neuf et Lalouère). Des enquêtes ménages ont été réalisées auprès de 480 ménages. Des entretiens avec des Informateurs Clés (IC) ont aussi été menés auprès d'acteurs locaux (associations, autorités locales, leaders communautaires).

Les données collectées à Petite-Desdunes sont à considérer comme indicatives seulement, car des contraintes sécuritaires ont limité le nombre d'enquêtes ménages prévu.

INFORMATIONS CLES SUR LA DEMOGRAPHIE DES MENAGES

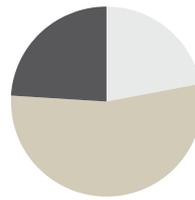
% des ménages par genre du chef ou de la cheffe de ménage



42% Hommes
58% Femmes

12% des ménages interrogés sont composés d'une femme enceinte ou allaitante.

% de ménages par taille du ménage



22% 1 à 2 personnes
54% 3 à 6 personnes
24% 7 personnes et plus

59% des chefs de ménages interrogés ont entre 36-65 ans.

PROTECTION

RESTRICTIONS DE MOUVEMENT

La prévalence des restrictions de mouvement dans la section communale de Petites Desdunes

22%

Des ménages enquêtés à **Petites Desdunes** ont indiqué avoir **subi des restrictions de mouvements** au cours des 3 mois précédant la collecte de données contre **8%** au niveau du département de l'Artibonite.

Lorsqu'interrogés sur les problèmes principaux auxquels font face les communautés dans leur localité, les trois problèmes les plus mentionnés sont **le manque d'accès à l'eau à des fins d'irrigation des terres agricoles, l'insécurité limitant les déplacements des habitants et les difficultés d'accès aux services de santé**. A Petites-Desdunes, presque la totalité des ICs ont fait référence à **l'insécurité en mettant en exergue son impact sur les restrictions de mouvement et l'économie locale**. Un répondant à Petite Desdunes dans la commune de l'Estère a expliqué :

« La situation sécuritaire intense entrave considérablement les déplacements des habitants. Étant principalement agriculteurs, nous dépendons de la vente de nos récoltes sur le marché de L'Estère. Cependant, il est devenu extrêmement difficile de nous y rendre. Même si nous tentons d'aller au marché, nous faisons face à une absence d'acheteurs potentiels, ce qui signifie que nos produits ne se vendent pas et que nous n'en tirons aucun bénéfice. »

Représentant de la société civile dans la section de Petites-Desdunes

PRÉOCCUPATIONS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

15%

Des ménages dans la section de **Fosse Naboth ou Duvallon** ont évoqué **l'exposition des hommes au risque d'être recruté par un groupe armé ou un gang**.

Top 3 des préoccupations en matière de sécurité (% des ménages)

Pour les hommes

Sorcellerie* (**10%**)
Risque de devoir quitter la localité en raison de l'insécurité (**4%**)
Menaces de violence par des gangs (**4%**)

Pour les femmes

1 Sorcellerie (**10%**)
2 Subir du harcèlement ou de la violence sexuelle (**6%**)
3 Violences familiales (**4%**)

Selon certains informateurs clés, la **présence des gangs armés a aussi un impact sur l'accès aux services de santé**.

« En ce qui concerne l'accès aux services de santé, traditionnellement, les habitants se rendaient à Marchand Dessalines pour se rendre à l'hôpital. Cependant, en raison de l'insécurité régnant sur les routes, celles-ci ne sont plus praticables. Nous avons l'habitude de passer par Mapou et l'Estère, faute de routes directes. Pour se rendre à Dessalines, il faut maintenant emprunter soit la 3ème section, soit la 1ère section de l'Estère, puis se diriger vers Mapou. Malheureusement, des groupes armés ont pris le contrôle de ces itinéraires, mettant en péril la vie des femmes enceintes et des personnes touchées par des épidémies de choléra. Cette situation a conduit à des décès évitables et rendu l'accès aux soins de santé encore plus difficile. »

Leader communautaire dans la section de Petites-Desdunes

* Ce choix de réponse peut découler de croyances populaires pouvant cependant avoir un impact tangible sur la vie de répondants. Il peut aussi découler ou traduire une réelle menace liées à des pratiques exercées par des groupes mystiques présents dans la région tel qu'expliqué par les enquêteurs REACH.

VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

25%

Des ménages dans la section de **Poste Pierrot** ont rapporté que **les femmes et les filles évitent certaines zones parce qu'elles ne s'y sentent pas en sécurité.**

Selon les résultats de la composante qualitative, la plupart des personnes ont mentionné **les violences faites aux femmes**, notamment les violences physiques, conjugales et sexuelles. Certains informateurs clés ont expliqué que **ces actes restent souvent cachés, les victimes étant réduites au silence** par leurs agresseurs, qu'ils soient des membres de gangs armés ou issus du cercle proche de la victime. Un répondant à Bois Neuf explique dans ce sens :

« Ces cas surviennent fréquemment, mais parfois les victimes hésitent à porter plainte, surtout lorsqu'un gang est impliqué, par crainte de représailles. Ils pensent que s'ils se rendent à Saint-Marc avec la victime, les criminels pourraient brûler leur maison ou les tuer. Récemment, j'ai été contacté par des personnes victimes de violences sexuelles, dont les auteurs sont leurs propres pères. Elles ont peur d'aller porter plainte. Parfois, les gens mentionnent leur peur ou le manque de moyens comme raisons pour ne pas engager de poursuites. Nous sommes parfois contraints de les accompagner dans la mesure du possible. Ces situations se répètent souvent, mais les victimes n'ont jamais accès à la justice. »

Représentant d'une association dans la section de Bois Neuf

D'autre part, quelques personnes ont souligné **les mariages forcés**, souvent encouragés par des influences religieuses, comme un risque de protection isolé mais significatif notamment à Dessalines (Poste Pierrot), aux Gonaïves (Petite Rivière de Bayonnais, Poteaux), Petite Desdunes et Saint-Marc (Bois Neuf, Lalouère). Un répondant à Petite Desdunes a illustré cela en précisant :

« Il existe des mariages forcés qui ont lieu dans certaines religions, notamment dans les églises protestantes, et nous considérons cela comme un problème majeur. Parfois, les pasteurs peuvent contraindre deux personnes qui ne s'aiment pas à se marier. »

Leader communautaire à Petite Desdunes

PROTECTION DE L'ENFANCE

Presque la totalité des ICs ont souligné la **prévalence des grossesses précoces** dans la région. Une leader communautaire de Dessalines a expliqué que ce phénomène est souvent dû **au manque de sensibilisation à la santé sexuelle et reproductive pour les jeunes mineurs**, surtout lorsque les parents ne peuvent pas les encadrer, laissant ainsi les **enfants livrés à eux-mêmes**. Certains informateurs ont expliqué que ces cas de grossesses découlent parfois d'agressions sexuelles tel que rapporté par un répondant à Fosse Naboth ou Duvallon :

« Oui il y a ces cas de grossesses précoces dans la zone, parce qu'il y a des adolescentes qui sont enceintes à 12 ou 14 ans dans la section. Des mineures sont victimes d'agressions sexuelles mais il n'y a aucun suivi, parce qu'on n'a pas un Etat qui s'impose dans la 2eme section qui a 36 localités. On a un tribunal de paix qui n'est pas fonctionnel, il n'y a pas de commissariat de police, cela veut dire quand il y a un cas d'agression dans la zone, on doit aller à l'Estère ou à Dessalines pour faire le suivi. En plus, la victime n'a pas de moyens économiques, préfère remettre ça entre les mains de Dieu puis ces agressions continue dans la zone. »

Leader communautaire à Fosse Naboth ou Duvallon

DÉPLACEMENT ET ACCUEIL DES PERSONNES DÉPLACÉES

Parmi les 35 personnes interrogées, la plupart ont déclaré qu'il n'y avait pas de contrainte pour quitter leur localité. Cependant, quelques informateurs clés ont signalé des **départs forcés en raison de l'insécurité ou du manque d'opportunités**. De plus, quelques ICs ont précisé que la plupart des personnes ayant quitté leur localité envisagent de revenir dans leur localité d'origine. En outre, certaines personnes ont mentionné des **déplacements temporaires pour des opportunités économiques**.

Concernant l'hébergement des personnes déplacées, la plupart ont indiqué l'absence de centres d'accueil officiels. plus de la moitié des répondants ont souligné que ce sont **principalement les familles, les amis ou des lieux improvisés comme des écoles ou des églises qui accueillent ces personnes**, en leur fournissant nourriture et abris temporaires, malgré les ressources limitées.

EAU POTABLE, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

ACCÈS À L'EAU

74%

Des ménages dans la **section de Petite-Desdunes** dépendent de **sources d'eau non améliorées*** comme principale source d'eau pour boire. Cette proportion est de **49%** **Fosse Naboth ou Duvalon**.

Les sources d'eau non améliorées incluent les options suivantes: source non protégée, puits non protégés et eau de surface.

Top 3 des sources d'eau potable dans les sections de Petite-Desdunes et Fosse Naboth ou Duvalon rapportées par les ménages (% des ménages)

Petite Desdunes		Fosse Naboth ou Duvalon
Eau de surface (65%)	1	Eau de surface (42%)
Sachet d'eau (12%)	2	Puits protégé (21%)
Eau en bouteille (12%)	3	Robinet public ou borne fontaine (8%)

% de ménages ayant rapporté avoir souvent (11 à 20 fois par mois) manqué d'eau, par section communale

Au cours des 4 semaines précédant la collecte

Petite-Desdunes	19%	
Fosse Naboth ou Duvalon	9%	
Petite Rivière de Bayonnais	7%	
Lalouère	4%	
Bois Neuf	4%	
Poste Pierrot	4%	
Poteaux	1%	

Le principal **problème pour accéder à suffisamment d'eau** dans les sections les plus affectées (Petite-Desdunes et Fosse Naboth ou Duvalon) est lié à **la qualité de l'eau et son mauvais goût**, rapporté à hauteur de **19%** dans les deux localités. Dans la section communale de Petite Desdunes, **14%** ont rapporté avoir des **préoccupations de sécurité dans les principaux points d'eau**. Le graphique ci-contre met également en évidence que c'est dans ces deux sections communales que l'on trouve la plus forte proportion de ménages **signalant fréquemment (entre 11 et 20 fois par mois) manquer d'eau potable**.

Top 4 des types de mécanismes d'adaptation utilisés en raison d'un manque d'eau dans les sept sections communales étudiées

La question liée aux types de mécanismes d'adaptation adoptés en raison d'un manque d'eau a été posée aux 78% des ménages ayant indiqué avoir manqué de l'eau au moins un fois dans les quatre semaines précédant la collecte de données

Aller chercher de l'eau à une source plus éloignée que la source habituelle	45%
Utilisation de sources d'eau moins privilégiées (non améliorées/non traitées) pour l'eau de boisson	20%
S'approvisionner en eau de surface pour l'eau potable	17%
Utiliser l'eau de surface pour d'autres usages tels que la cuisine et le lavage	15%

Selon les résultats de l'analyse qualitative de l'évaluation, environ la moitié des participants ont souligné **le manque d'accès à l'eau potable** comme un problème urgent dans la région. Cette situation contraint les habitants à **recourir à des sources d'eau plus coûteuses ou non traitées**, les exposant ainsi à un **risque accru de maladies infectieuses**. Un répondant de **Petite-Desdunes** a mis en lumière les **défis associés au traitement des cas de choléra** dans la localité, illustrant ainsi les conséquences concrètes de cette problématique.

« En ce qui concerne l'accès à l'eau potable, nous sommes confrontés à des difficultés. Certaines personnes s'en procurent pour ensuite la revendre par gallon, mais vu la situation actuelle, cela devient un peu difficile d'en acheter. Ceux qui ont les moyens peuvent se procurer de l'eau potable, tandis que les autres utilisent les eaux provenant directement du canal. Il y a aussi des cas de choléra dans la zone, bien que ce ne soit plus aussi fréquent qu'autrefois. Nous menons des campagnes de sensibilisation pour informer les gens de ce qu'ils doivent faire en cas de maladie, bien que nous n'ayons pas beaucoup de moyens pour les accompagner dans ce sens. Le centre de santé local ne traite pas ces cas, mais nous encourage à soutenir la personne en attendant qu'elle puisse se rendre à L'Estère pour recevoir des soins appropriés. »

Leader communautaire à Petite-Desdunes

Top 3 des principaux obstacles pour accéder à une quantité suffisante d'eau

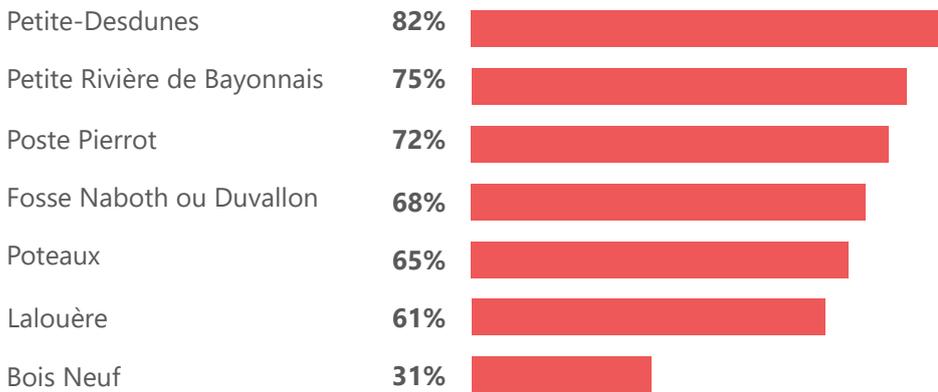
- 1 Pas assez de récipients pour stocker l'eau (19%)
- 2 Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés (13%)
- 3 N'aime pas le goût / la qualité de l'eau (13%)

% des ménages selon le temps nécessaire pour aller chercher de l'eau

25% des ménages dans la section de Poteaux mettent plus d'une heure pour aller chercher de l'eau contre une moyenne de 8% au niveau de la région.

ACCES AUX INFRASTRUCTURES SANITAIRES

% de ménages n'ayant pas accès à des installations sanitaires fonctionnelles ou n'ayant aucune installation, par section communale



32% des ménages partagent leurs installations sanitaires avec des personnes extérieures au ménage. Dans les sections de Poste Pierrot et de Fosse Naboth ou Duvallon, ces taux sont plus élevés, atteignant respectivement 38% et 37%.

Certains informateurs clés ont également évoqué comme préoccupation principale le manque d'accès à des installations sanitaires. Un répondant à Poste Pierrot explique dans ce sens :

« Je peux compter sur les doigts le nombre de personnes qui y ont accès. Il n'y a seulement que deux endroits (une église et une autre maison) qui ont des latrines. Ordinairement, les maisons n'en ont pas. Rarement, on peut en trouver une avec une fosse. Il y a beaucoup de localités ainsi, les gens font leurs besoins dans les brousses. »

Leader communautaire à Poste Pierrot

% de ménages signalant des problèmes liés aux installations sanitaires, par type de problème le plus fréquemment rapporté

- 1 Les installations sanitaires (toilettes) ne sont pas propres/hygiéniques (35%)
- 2 Les installations sanitaires (toilettes) ne sont pas séparées entre les hommes et les femmes (22%)
- 3 Manque d'installations sanitaires (toilettes) / trop d'affluence (21%)
- 4 Les installations sanitaires (toilettes) ne fonctionnent pas ou sont pleines (8%)
- 5 Les installations sanitaires ne sont pas privées (pas de serrures/portes/murs/éclairage) (8%)

83%

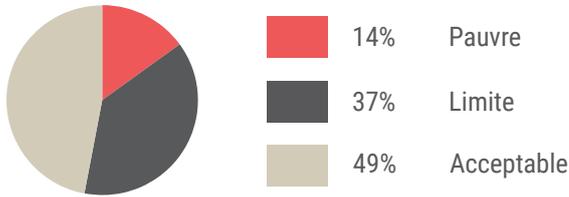
des ménages dans la section communale de Petite Rivière de Bayonnais ont rapporté faire face à au moins un problème pour l'accès à des installations sanitaires.

25% des ménages dans la section de Poteaux mettent plus d'une heure pour aller chercher de l'eau.

SECURITE ALIMENTAIRE

CHIFFRES CLÉS

% de ménages selon les catégories du Score de Consommation alimentaire (FCS)



% de ménages selon le nombre moyen de repas consommés par jour par la plupart des membres du ménage

27%

des ménages dans la section de **Fosse Naboth ou Duvalon** ne consomment qu'un seul repas par jour contre une moyenne de **16%** dans la région étudiée.

% des ménages selon les niveaux de l'échelle de la faim (HHS)

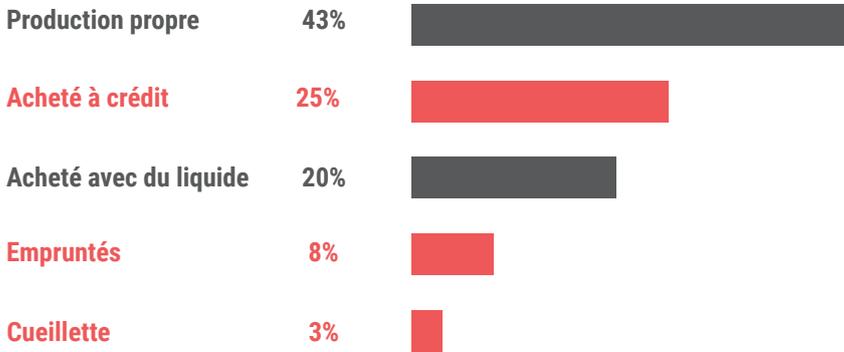
Sévère	21%
Modéré	55%
Aucun ou peu	23%

1/4

des ménages dans les sections communales de **Petite Desdunes et Poteaux** sont classifiés au **niveau pauvre** dans l'échelle de la faim (HHS).

SOURCES D'ALIMENTATION PRINCIPALES

Principales sources alimentaires rapportées par les ménages (en % de ménages) au cours des 30 jours précédant la collecte

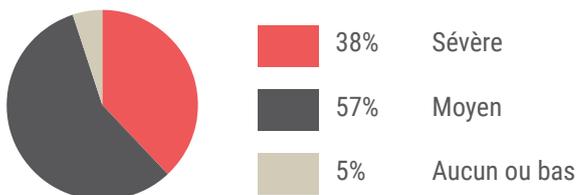


32%

des ménages dans la **section de Bois Neuf** ont recours à **l'achat à crédit** comme source d'alimentation primaire. A **Petite-Desdunes**, **14%** des ménages enquêtés ont pour **source primaire l'emprunt**.

STRATÉGIES DE SUBSISTANCE (rCSI)

% de ménages selon les niveaux de l'Indice Réduit des Stratégies de Subsistance (rCSI)



49%

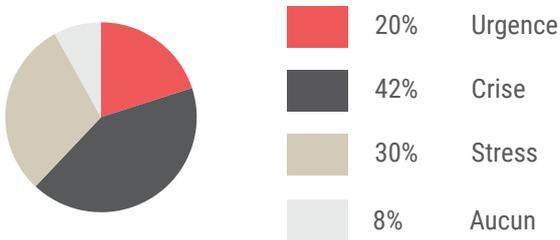
des ménages dans la **section de Poteaux** sont au **niveau sévère** de l'Indice Réduit des Stratégies de Subsistance (rCSI).

MOYENS DE SUBSISTENCE

STRATÉGIES D'ADAPTATION AUX MOYENS DE SUBSISTENCE (LCSI)

% de ménages selon les niveaux d'Indice des Stratégies d'Adaptation aux Moyens de Subsistance (LCSI)

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données



29%

des ménages ont rapporté recourir à des stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance dites "d'urgence" dans la section de Fosse Naboth ou Duvallon contre une moyenne de 10% à l'échelle du département de l'Artibonite.

Parmi les informateurs clés interrogés, une variété de stratégies d'adaptation aux défis socio-économiques et sécuritaires de la région ont été identifiées.

Alors que la moitié des répondants ont exprimé **un sentiment d'impuissance face à la situation**, déplorant leur incapacité à agir efficacement, d'autres ont souligné **la résilience et la solidarité des communautés**. Des efforts collectifs ont été observés, tels que **le regroupement d'efforts pour des travaux d'infrastructure**. **Le recours à une formation de brigades de vigilance** pour assurer la sécurité des habitants a été mentionné par deux informateurs clés.

Certaines personnes consultées ont indiqué que les populations de la région **recourent aux prêts sur gage et aux banques pour subvenir à leurs besoins**. Cependant, ils rencontrent souvent de grandes difficultés pour obtenir ces prêts et pour les rembourser, comme l'a souligné un homme représentant une autorité locale de Petite Rivière de Bayonnais :

« Certaines personnes disparaissent après avoir emprunté de l'argent. J'ai dû payer les dettes de personnes que la police recherche car elles n'ont pas les moyens de rembourser. Les gens utilisent des faux reçus, factures, etc., pour obtenir ces prêts frauduleusement. Et une fois qu'ils ont l'argent, ils ne peuvent pas rembourser. »

Informateur clé à Petite Rivière de Bayonnais

En outre, le recours à des **métiers journaliers** a émergé, notamment **la vente de charbon de bois**, l'exercice de métiers tels que **taxi-moto ou de la construction**, devenant ainsi des moyens de subsistance pour de nombreux habitants. D'autre part, **la migration vers d'autres régions à la recherche de meilleures conditions de vie** a été notée. Selon deux répondants, certains s'adonnent à **des activités illicites** pour subvenir à leur besoin. En parallèle, **des initiatives de sensibilisation et de formation** ont été organisées pour **lutter contre le choléra et aux soins de santé**, démontrant ainsi la résilience et l'engagement des communautés malgré les difficultés rencontrées.

CHOC SUBIS ET IMPACT

Plus d'un tiers des ménages (35%) ont déclaré avoir fait face à un choc ayant eu un impact négatif sur leur capacité à satisfaire leurs besoins prioritaires. Parmi ces ménages, les types de chocs les plus fréquemment rapportés sont :

- **Décès d'au moins un membre adulte actif du ménage (8%)**
- **Prix anormalement élevés des denrées alimentaires (8%)**

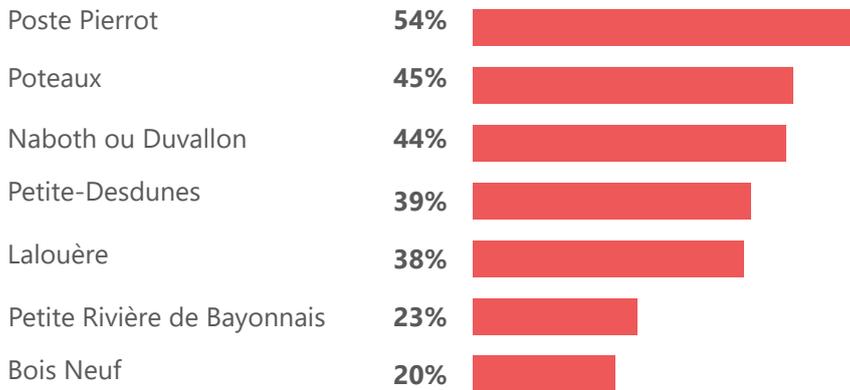
15% des ménages à Fosse Naboth ou Duvallon ont subi un choc lié à **l'insécurité**.

Parmi les ménages ayant subi un choc (33%), les types d'impact les plus fréquemment rapportés sont :

Accès à la nourriture	73%
Accès à l'école pour les enfants	35%
Accès aux services de santé	32%
Disponibilité de la nourriture dans la région	21%
Accès à l'activité de subsistance principale	16%
Accès à la source d'eau principale	10%

ACCÈS AUX PRESTATAIRES FINANCIERS

Ménages ayant rapporté n'avoir accès à aucun prestataire de services financiers accessibles dans la zone (% des ménages)



Accessibilité aux services d'argent mobile, aux groupes d'épargne informels et aux services formels de transfert d'argent

Même si **33%** des ménages dans les sections communales étudiées ont rapporté **n'avoir accès à aucun prestataire de service financier**, **45%** des ménages ont indiqué que les **services d'argent mobile MonCash** sont accessibles. **30%** ont mentionné le **service d'argent mobile Natcash**, **22%** ont fait référence aux **groupes d'épargne infomels** et **15%** aux **services formels de transfert d'argent**.

ACCÈS AUX MARCHÉS

24%

des ménages ont indiqué que le **marché fonctionnel le plus proche était à plus d'une heure de marche**.

40%

mettent **plus d'une heure** pour y accéder dans la **section de Petite Rivière de Bayonnais**.

Principaux types d'obstacles rencontrés pour se rendre dans les marchés (% des ménages)

Pas d'argent ou manque d'argent	48%
Insécurité ou danger dans le marché	15%
Le marché est trop loin pour y accéder régulièrement	15%
Les routes menant au marché sont endommagées	14%
Insécurité ou danger lors des déplacements vers et depuis le marché	13%
Le transport pour se rendre au marché est trop cher	9%

22%

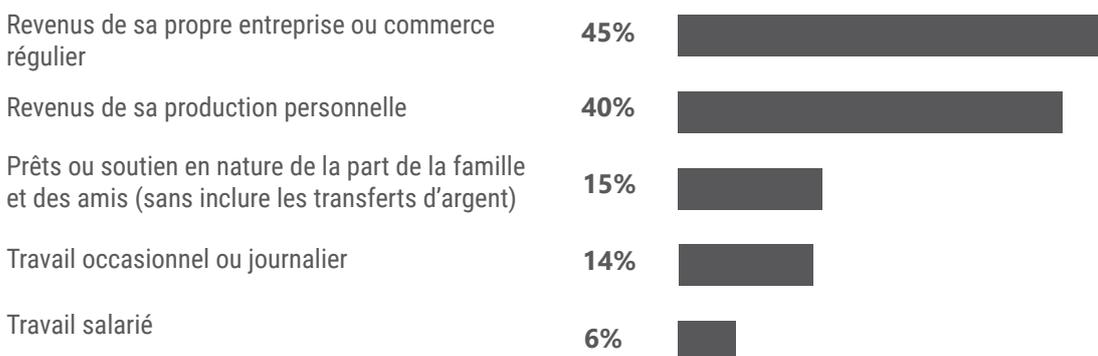
des ménages dans la **section de Lalouère** ont identifié comme problème principal **l'état endommagé des routes menant au marché**.

56%

des ménages à **Petite-Desdunes** ont indiqué que le problème principal pour accéder aux marchés est lié à **l'insécurité dans les marchés**. Cette proportion est de **51%** à **Fosse Naboth ou Duvallon**.

SOURCES D'ALIMENTATION PRINCIPALES

Principales sources alimentaires rapportées par les ménages (en % de ménages) au cours des 30 jours précédant la collecte



LES DIFFICULTÉS LIÉES AU SECTEUR AGRICOLE

La composante qualitative de l'évaluation a mis en lumière des **défis liés à la production agricole** dans la région, particulièrement dans les sections communales de **Petite-Desdunes, Fosse Naboth ou Duvallon ou encore Poteaux**. Les défis qui ont été les plus rapportés par les informateurs clés sont liés à **des facteurs climatiques**, notamment la sécheresse,¹ les **coûts élevés et les difficultés d'accès aux intrants agricoles** (semences, engrais, pesticides, etc.) ou encore le **manque d'infrastructures d'irrigation** des terres agricoles. Aussi, certains participants aux entretiens ont mis la lumière sur **les difficultés d'accès aux marchés dues à l'insécurité** et l'activité des gangs dans la région se traduisant notamment par des blocages des routes mais aussi **le vol des biens agricoles et des terres**.

Concernant l'impact de périodes de sécheresse sur la production agricole, un répondant dans la section communale de Poteaux explique :

« Les paysans rencontrent des difficultés économiques lorsque leurs récoltes sont insuffisantes, principalement en raison de longues périodes de sécheresse imprévues. Cette situation entraîne des pertes financières importantes pour la région, poussant certains habitants à mendier pour subvenir à leurs besoins. Autrefois, la terre était généreusement arrosée tout au long de l'année, mais maintenant, les périodes de pluie sont retardées et de courte durée, aggravant ainsi les effets néfastes de la sécheresse prolongée. »

Informateur clé à Poteaux

54%

des ménages à **Poteaux**, où **47%** ont pour **source de revenus leur production personnelle** (agriculture, élevage, etc.), ont déclaré **n'avoir suffisamment pas d'eau pour des usages productifs**.

De ce fait, certaines personnes ont fait référence à **la résilience fragile des populations face aux périodes de sécheresse**, dont la moitié des répondants à Poteaux.

Aussi, presque la totalité des informateurs clés à Fosse Naboth ou Duvallon ont évoqué **l'impact des inondations causant la perte de récoltes, de bétail et la destruction des routes**.

En outre, les défis liés à l'irrigation des terres agricoles (principalement pour la culture de riz) ont été mis en exergue par plus de la moitié des répondants. Parmi eux, des répondants ont évoqué les **problèmes de maintenance des infrastructures de l'eau**, notamment le **manque de curage des canaux pour maintenir les conditions d'approvisionnement en eau**.

Des acteurs de la société civile ont mis la lumière sur ces problèmes affectant l'économie locale et entraînant une insécurité alimentaire. En effet, le Centre d'Animation Paysanne et d'Action Communautaire (CAPAC) a partagé un communiqué² appelant les autorités à adopter « *des politiques publiques adéquates qui permettront de minimiser les conséquences sur la production agricole et les revenus ruraux* » et « *à intervenir rapidement aux secours des habitants qui ont une pénurie d'eau d'irrigation comme les canaux d'irrigation ne sont pas nettoyés.* »

A ces facteurs s'ajoute aussi les **pressions exercées par les individus armés qui s'accaparent des terres et productions agricoles** de manière arbitraire. Un informateur clé à Poteaux où les conflits fonciers ont été rapportés par la totalité des répondants revient sur ce problème ainsi que sur **les dépenses élevées des agriculteurs** en ces termes :

« Lorsque l'insécurité sociale s'installe, de nombreux problèmes surgissent. Actuellement, notre région est confrontée à un conflit foncier. Des individus armés par les grands propriétaires perturbent la vie de la population locale. Leur slogan est sans équivoque "Les documents ne valent rien, ce qui compte, ce sont les armes." Face à cette menace, la population se retrouve impuissante et contrainte de subir les agressions. Les terres agricoles et les jardins sont particulièrement visés, parfois ravagés à la machette au profit de ceux qui cherchent à s'approprier les terres. Dans un pays où les agriculteurs manquent de soutien, certains peuvent avoir recours à des prêts pour faire face aux dépenses agricoles, mais cette option n'est pas accessible à tous. De plus, les coûts élevés des produits agricoles, tels que les insecticides, posent problème. Il arrive même que les agriculteurs ne parviennent pas à récupérer la moitié des dépenses engagées lors des récoltes. Cette situation souligne le besoin urgent d'un accompagnement adéquat pour les agriculteurs dans notre région. »

Informateur clé à Poteaux

SANTÉ

BESOINS EN SANTÉ

29%

des individus parmi les **31%** ayant signalé un **besoin de prise en charge** ou d'assistance en soins ont indiqué que ce besoin **n'a pas été comblé**.

Au cours des 3 mois précédant la collecte de données

Top 3 des besoins de soins de santé n'ayant pas été comblés rapportés par % d'individus

- 1 Consultation ou médicaments pour une maladie aiguë/soudaine (fièvre, diarrhée, toux, etc.) (**76%**)
- 2 Consultation ou médicaments pour une maladie chronique (diabète, hypertension, etc.) (**15%**)
- 3 Consultation / bilan de santé préventif (**10%**)

Dans la **section communale de Fosse Naboth ou Duvallon**, parmi les **35%** d'individus ayant signalé un **besoin de prise en charge**, **41%** d'entre eux ont indiqué que **ce besoin n'a pas été comblé**.

BARRIÈRES D'ACCÈS

Les barrières les plus rapportées pour accéder aux infrastructures de santé (% des ménages)

Temps d'attente trop long pour le service	21%	
Ne pouvait pas payer le coût du traitement	19%	
Ne pouvait pas payer le coût de la consultation	18%	

37%

des ménages à **Poste Pierrot** mettent **plus d'une heure pour atteindre la structure de santé fonctionnelle la plus proche**. Les principaux moyens de transport utilisés dans cette section pour accéder à ces structures sont le **moto-taxi (61%)** ou la **marche (36%)**. A Poste Pierrot, **16%** des ménages ont rapporté comme problème pour accéder aux services de soins le fait qu'il **n'existe aucun établissement de santé à proximité**.

Un accès fragile aux services de soins dans un contexte de préoccupations autour du choléra



Dans la 4ème section de Poste Pierrot, les défis auxquels les habitants sont confrontés sont multiples favorisant la **propagation de maladies infectieuses** et **affectant l'accès aux services de soins**. Un résident a souligné qu'« *il y a deux problèmes majeurs dans la 4e section. Il y a un problème d'eau et un problème de route.* » Aussi, un communiqué de l'UNICEF¹ explique que « *deux des trois principales usines de traitement d'eau de l'Artibonite ont fermé leurs portes en raison de l'insécurité, et la troisième est confrontée à des problèmes de distribution.* » **A ces difficultés s'ajoute celle du choléra** décrit par ce répondant comme « *ravageant la zone et causant la mort de nombreuses personnes.* » Un rapport produit par REACH sur les facteurs liés à la résurgence du choléra revient également son incidence élevée dans le département de l'Artibonite.²

Une des principales préoccupations exprimées est **l'absence d'un centre hospitalier fonctionnel dans la région**. Un habitant a affirmé : « *Nous n'avons pas de centre hospitalier qui peut prendre en charge les malades du choléra.* » Le **manque de services de santé à proximité** expose les malades à un risque encore plus grand, étant donné que « *le choléra provoque une déshydratation rapide* » comme l'a expliqué le même répondant, ce qui augmente la **probabilité de décès en cours de route vers les centres de soins** situés dans d'autres localités.

Un répondant a exprimé **son sentiment d'impuissance face à l'impact du choléra** sur les communautés locales en précisant que : "Le cholera aggrave la misère car certains sont morts en laissant derrière eux des enfants en bas âge sans personne pour les prendre en charge."

La situation est rendue encore plus difficile par **le transfert d'un centre de santé fonctionnel vers une autre localité**, privant ainsi les habitants de la section de Poste Pierrot de l'accès aux services de soins. Un résident explique : "Nous avions un centre de santé ici, on l'a transféré à L'Estere." Il a expliqué également que les **habitants doivent se tourner vers des remèdes traditionnels à base de plantes** pour tenter de faire face à l'épidémie de choléra.

L'absence de structures de soins ainsi que le **manque d'effectif médical et de médicaments** a aussi été relevé dans la section de Petite-Desdunes. Un répondant explique dans ce sens que :

« Il y a un problème de centre de santé dans la zone. Bien que la zone compte neuf localités, il n'y a qu'un seul centre de santé mais il n'est pas réellement opérationnel. Il est inactif en raison du manque d'infirmières et de médicaments. Ce centre de santé est privé ; autrefois, il était public, mais l'État l'a abandonné, et maintenant il est sous la gestion de particuliers. Je ne sais pas si les soins sont gratuits ou payants. »

Leader communautaire à Petite-Desdunes

ABRIS ET BIEN NON ALIMENTAIRES

ACCÈS À UN ABRIS ADÉQUAT

47%

des ménages vivent dans un **abri non-adéquat**.*

*Les abris non adéquats réfèrent aux choix suivants: abri non adéquat léger avec toit en tôle et un mur en block/parpaing, abri non adéquat d'urgence en bâche uniquement, abri non adéquat léger avec des matériaux improvisés (toit en bâche), aucun abri (dormir à l'air libre), bâtiment non couvert/non fini, abri collectif.

Les trois principaux types d'abri par % des ménages

- 1 Abri non adéquat léger avec toit en tôle et un mur en block/parpaing (**24%**)
- 2 Abri adéquat traditionnel avec toit en paille/chaume et un mur en bois/argile (**22%**)
- 3 Abri adéquat traditionnel avec toit en tôle et un mur en bois/argile (**17%**)

61%

des ménages dans la section de **Bois Neuf** vivent dans un **abri non-adéquat**.

FONCTIONNALITÉ DES ABRIS

% de ménages vivant dans un espace domestique où il est non fonctionnel ou impossible de :

S'éclairer	16%	
Cuisiner	11%	
Stocker de la nourriture et de l'eau	2%	
Dormir	2%	

Les principales raisons pour lesquelles l'espace domestique est non fonctionnel ou impossible pour :

S'éclairer	Cuisiner
Pas d'électricité/lampe solaire (63%)	1 Insuffisance d'articles non alimentaires de base (69%)
Accès à l'électricité intermittent et insuffisant (49%)	2 Manque d'accès à de l'équipement pour cuisiner (60%)

94%

des ménages ont pour **source principale de combustible de cuisson le bois ou le charbon de bois**.

L'accès à l'électricité est un défi dans la région. A **Petite Rivière de Bayonnais**, **36%** des ménages ont rapporté qu'il est **impossible de s'éclairer dans leur logement**. Cette proportion est aussi plus élevée que la moyenne dans la région à **Fosse Naboth ou Duvalon** (**23%**). Un informateur clé de la même section explique :

« Il n'a plus d'électricité dans la communauté, c'est un problème pour les écoliers du soir, ils ne peuvent pas étudier en revenant de l'école. »

Leader communautaire à Fosse Naboth ou Duvalon

95% des ménages dans la section communale de **Fosse Naboth ou Duvalon** ont rapporté **n'avoir aucune source d'électricité**.

DOMMAGE SUR LES ABRIS

% de ménages par types de dommages les plus fréquemment signalés pour l'abri

Dommages aux murs	57%
Dommages aux sols	49%
Fuites en cas de pluie	48%
Dommages importants au toit avec risque d'effondrement	19%
Impossibilité de fermer l'abri à clé	17%

42% des ménages dans la section de **Petite Desdunes** ont indiqué avoir **des dommages importants au toit avec un risque d'effondrement de l'abri**.

60% des ménages dans la section de **Petite Rivière de Bayonnais** ont rapporté faire face à **des fuites en cas de pluie**.

Des abris peu résistants aux inondations



Dans la section précédente, il a été démontré que **48%** des ménages interrogés dans les sections communales étudiées sont **confrontés à des fuites d'eau dans leur domicile lorsqu'il pleut**. La vulnérabilité aux événements climatiques est exacerbée par le fait **de résider dans des logements inadéquats**. Un participant aux entretiens à Petite Rivière de Bayonnais a expliqué :

« En termes de construction, les maisons n'assurent pas vraiment la protection des gens. Ce sont pour la plupart des maisons faites en paille. Quand il pleut, ces gens sont très vulnérables. »

Un représentant d'une autorité locale à Petite Rivière de Bayonnais

ARTICLES NON ALIMENTAIRES DE BASE

% de ménages par article non alimentaire essentiel qui manque dans le ménage

82%

des ménages dans la section de Petite Rivière de Bayonnais ont rapporté **manquer de matelas au sein de leur foyer**, par rapport **41%** à l'échelle du département et **29%** de ménages manquent de couvertures.

64%

Moustiquaire

61%

Matelas

58%

Articles d'hygiène

57%

Vaisselle

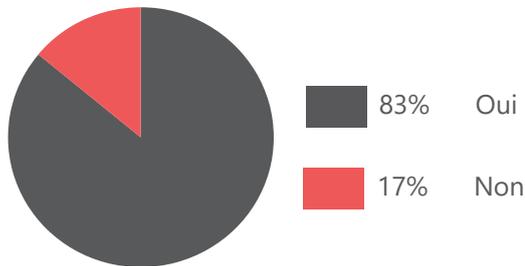
Un manque d'articles d'hygiène

Le **manque d'articles d'hygiène** est particulièrement plus prévalents dans les **sections communales de Petite Rivière de Bayonnais et Petite Desdunes** et a été respectivement rapporté par **64%** des ménages.

ÉDUCATION

SCOLARISATION

% d'enfants en âge scolaire (entre 5 et 17 ans) inscrits dans une école scolaire formelle pour l'année scolaire 2022-2023



31% des enfants en âge scolaire dans la section de **Poste Pierrot n'ont pas été inscrits** dans une école formelle pour l'année 2022 - 2023, soit environ **un enfant sur trois**.

27% des enfants dans la **4ème Section de Lalouère n'ont pas été inscrits dans une école**. Dans cette même section communale, **19%** des enfants inscrits **n'ont pas pu fréquenter l'école de manière régulière**. Le taux de fréquentation est aussi relativement faible à **Fosse Naboth ou Duvallon** représentant **20%** parmi les **78%** des enfants inscrits.

35% des ménages interrogés **n'ont pas dépassé un niveau scolaire supérieur au niveau d'éducation primaire**. Parmi eux, **8%** des ménages ont rapporté n'avoir **aucun diplôme**. A **Fosse Naboth ou Duvallon** où **22%** des enfants ne sont pas inscrits dans une école, **13%** des ménages ont rapporté qu'**aucun membre ne possède un diplôme**.

BARRIÈRES D'ACCÈS

Les trois raisons les plus rapportées pour lesquelles les enfants en âge scolaire ne fréquentaient pas régulièrement* l'école

*Fréquenter régulièrement l'école équivaut à une fréquentation d'au moins quatre jours par semaine



52% des ménages ont rapporté que le principal obstacle à l'inscription ou la fréquentation de l'école est lié aux **coûts d'éducation trop élevés**.



14% des ménages ont rapporté que le principal obstacle est lié à **l'insécurité sur le chemin de l'école ou à l'école** alors que **10%** l'ont mentionné à l'échelle du département de l'Artibonite.



9% des ménages ont rapporté que le principal obstacle est lié au fait que **l'école ne soit pas fonctionnelle (fermeture ou destruction)**.

Comme démontré dans les résultats quantitatifs, les barrières d'accès à l'éducation sont d'abord d'ordre économique. Les barrières liées à l'insécurité ont aussi été mentionnées par certains ICs ayant fait référence aux **restrictions de mouvement** et aux dangers auxquels sont exposés les **enfants contraints parfois de parcourir de longs et périlleux trajets** pour atteindre leur école. Concernant les **effets de l'insécurité** et les confrontations des gangs armés, un répondant à Bois Neuf a expliqué :

« Immédiatement qu'il y a un conflit, les routes sont bloquées, les gens sont en fuite et les enfants ne peuvent pas aller à l'école. Non seulement les enfants ne peuvent pas aller à l'école, mais les gens ne peuvent pas aller au marché. Cela a causé une concentration sur Pierre Payen. Il y a deux écoles publiques dans la 2ème section : l'une est à Kanmari et l'autre à Delije, mais celle qui est à Delije n'est pas accessible parce que les bandits sont à Delije même. Dernièrement, ils ont tué quelqu'un dans le carrefour Delije. L'école nationale est située à carrefour Delije. »

Un leader communautaire à Bois Neuf

D'autre part, comme le révèlent aussi les résultats quantitatifs ci-dessus, les limites d'accès à l'éducation sont aussi liées au **manque de disponibilité de structures éducatives fonctionnelles à proximité**. Un IC à Fosse Naboth est revenu sur les dangers auxquels font face les enfants pour rejoindre leur école en l'absence de structure dans leur localité :

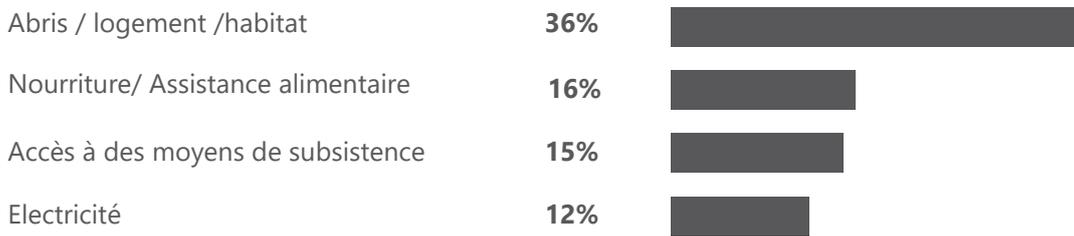
« Il y a aussi le problème de l'éducation où les enfants parcourent environ 4 km pour se rendre à l'école de Pinon à Villa. Parfois, ils sont victimes d'accidents et parfois, il y en a qui sont gravement blessés ou sont morts. Cette situation n'est pas acceptable du tout. Malgré tous nos efforts, il y avait une école dans la zone mais cela fait près de dix ans qu'elle est fermée. À cause de cela, beaucoup d'enfants ont des difficultés pour se rendre à l'école. On trouve beaucoup d'enfants sur la route qui vont à l'école mais il y en a beaucoup qui restent dans les parages à cause du manque de moyens des parents pour assurer leur scolarisation. Ainsi, ces enfants n'ont aucune formation ni éducation. »

Un leader communautaire à Fosse Naboth ou Duvallon

REDEVABILITÉ

PRIORITÉS ET PRÉFÉRENCES

% de ménages selon leur 1er besoin prioritaire



MODALITÉS D'ASSISTANCE PRÉFÉRÉES

Top 3 des modalités d'assistance préférées pour les besoins prioritaires plus rapportés

Pour les besoins en abris

Argent via transfert (69%)

1

En nature - mise à disposition d'un logement (38%)

2

Construction / réhabilitation d'infrastructures (38%)

3

Pour les besoins en nourriture

Argent via transfert (87%)

En nature (39%)

Vouchers - coupons (12%)

Dans la composante qualitative de l'évaluation, certains ICs ont **exprimé un besoin immédiat** pour des **interventions sanitaires** répondant à des besoins urgents de la population. Parallèlement, d'autres participants ont mis en avant l'urgence **des aides alimentaires**, notamment à travers la distribution de kits alimentaires, pour faire face aux difficultés liées à la production agricole. Un répondant à Dessalines a affirmé que :

« L'accès à la nourriture est extrêmement difficile ici, surtout après la dernière catastrophe où la majorité des récoltes ont été perdues. Le riz est pratiquement introuvable. »

Représentant d'une autorité locale dans la commune de Dessalines

De plus, certains répondants ont souligné la nécessité de **soutiens agricoles à court terme, tels que l'accès aux semences et aux intrants agricoles**. D'autres ont identifié **l'accès à l'éducation et à l'eau potable** comme des besoins critiques à combler rapidement.

Concernant les interventions à long terme, plusieurs participants ont insisté sur l'amélioration de **l'infrastructure routière pour favoriser la mobilité et le transport des biens**. D'autres ont souligné l'importance de **créer des emplois durables, d'investir dans l'éducation et la formation, ainsi que d'améliorer les infrastructures de santé et la sécurité dans la région**. Certains participants ont spécifiquement mentionné l'urgence de **développer les infrastructures d'eau pour garantir un accès durable à l'eau potable**. Enfin, un appel a été lancé en faveur d'une intervention humanitaire concertée qui combine des actions à court terme pour répondre aux besoins immédiats tout en favorisant un développement durable à long terme qui **permettra d'autonomiser les populations affectées**. Un répondant a mis en exergue le besoin de fournir des réponses à **l'approche favorisant l'engagement de la personne bénéficiant de l'aide** :

« Si une ONG ou un partenaire vient nous aider, j'aimerais qu'ils soutiennent la communauté en fournissant un accompagnement pour l'agriculture avec des semences améliorées et des engrais. Nous disposons déjà de l'eau et de vastes étendues de terres cultivables. Même si le partenaire n'est pas impliqué dans les activités d'achat et de vente, il pourrait soutenir à hauteur de 75%, et le planteur pourrait contribuer pour le reste. »

Leader communautaire à Poteaux

ACCÈS À L'ASSISTANCE HUMANITAIRE

2%

des ménages ont rapporté avoir reçu une assistance humanitaire.

Au cours des 12 mois précédant la collecte.

COUVERTURE RÉSEAU ET ACCÈS AU TÉLÉPHONE

23% des ménages n'ont pas de couverture de réseau mobile dans la section communale de Poste Pierrot.

15% des ménages ont rapporté n'avoir aucun téléphone en leur possession.

ACCÈS À L'INFORMATION LIÉE À L'AIDE HUMANITAIRE

% de ménages par type d'information qu'ils aimeraient recevoir de la part des acteurs humanitaires

- 1 Comment avoir accès à de la nourriture / de l'assistance alimentaire (42%)
- 2 Actualité sur la zone (28%)
- 3 Comment avoir accès à l'aide humanitaire / s'enregistrer en tant que bénéficiaire (34%)

Sources d'information préférées les plus rapportées

- 1 Leader communautaire (53%)
- 2 Téléphone (50%)
- 3 Radio (35%)

UN BESOIN DE CONSULTER LES COMMUNAUTÉS LOCALES ET DE CONSUIRE DES EVALUATIONS DE BESOINS POUR APPORTER DES RÉPONSES PERTINENTES

Lors de l'évaluation, les participants ont souligné l'importance cruciale de comprendre les besoins des habitants de la région pour une réponse humanitaire pertinente en Artibonite. Certains ont exprimé le besoin d'améliorer la situation des résidents, soulignant l'urgence de l'assistance dans une région qui n'avait jamais bénéficié d'une aide adéquate.

D'autres ont préconisé des consultations impliquant à la fois les leaders communautaires et les personnes vulnérables pour obtenir une compréhension plus approfondie des besoins locaux. Les participants ont insisté sur le fait que les organisations humanitaires devraient toujours consulter les communautés pour des réponses durables et pertinentes, évitant ainsi d'imposer des solutions sans prendre en compte les préférences locales.

De plus, certains ont souligné les échecs passés des consultations et ont encouragé les acteurs humanitaires à respecter leurs engagements envers les populations vulnérables, notamment celles vivant dans les zones rurales. Enfin, l'implication des organisations locales et le travail en étroite collaboration avec les représentants des autorités locales ont été mentionnés comme des moyens efficaces d'assurer des réponses appropriées aux besoins identifiés. Un répondant à Petite-Desdune est revenu sur l'importance de consulter les populations locales en précisant :

« Il faut que les ONG consultent les membres de la communauté pour une réponses durable et pertinente. Je n'aime pas quand ils interviennent pour imposer une chose sans demander l'avis ou la préférence des communautés. Dernièrement une organisation était venue pour une distribution mais si elle nous avait consulté, nous aurions choisi le curage du canal pour permettre aux gens d'avoir de l'eau pour l'agriculture et la nourriture par la suite. »

Leader communautaire à Petite-Desdune

MÉTHODOLOGIE

L'évaluation a adopté une approche mixte. D'une part, REACH a mis en œuvre une enquête multisectorielle auprès des ménages dans les communes de Dessalines (Fosse Naboth ou Duvalon, Poste Pierrot), Gonaïves (Petite Rivière de Bayonnais, Poteaux), L'Estère (Petite-Desdunes) et Saint-Marc (Bois Neuf, Lalouère). Les résultats sont représentatifs au niveau des sections communales. L'évaluation est construite sur la base d'un échantillonnage aléatoire simple en appliquant un intervalle de confiance de 90%, une marge d'erreur de 10%, ainsi qu'un tampon de 10%. D'autre part, des entretiens avec des ICs ont permis d'explorer la perception des acteurs locaux de la situation humanitaire, ainsi que leurs priorités et préférences en matière de réponse humanitaire.

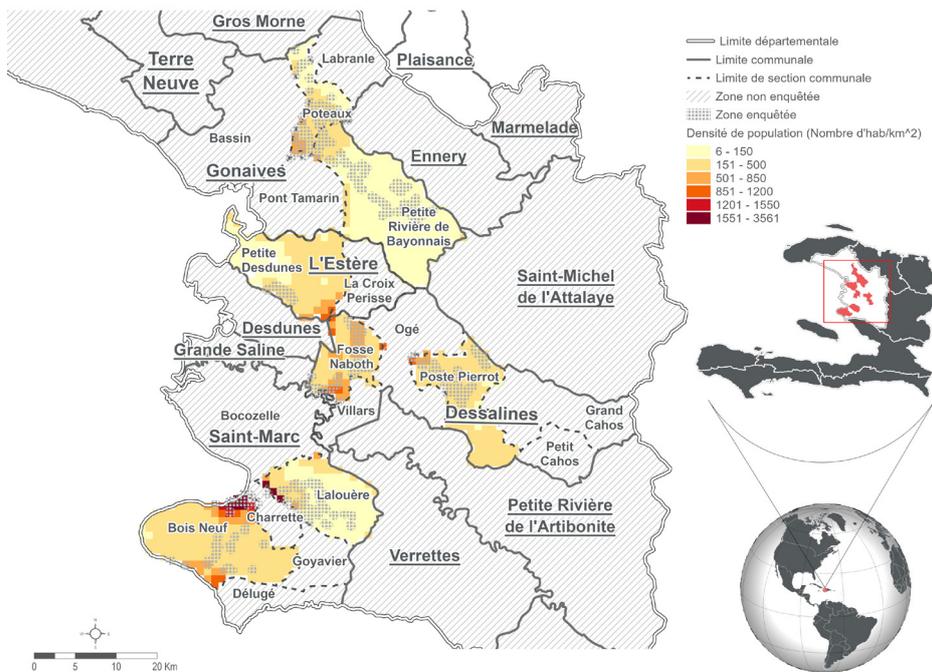
DÉFIS ET LIMITES

L'équipe de collecte a fait face à des difficultés d'accès liées principalement à des contraintes sécuritaires, notamment pour l'accès à la commune de l'Estère. Alors qu'il était prévu de conduire 73 enquêtes ménages dans la section communale de Petites Desdunes, seulement 36 enquêtes, soit 49%, ont pu être réalisées. Ces résultats ne doivent être considérés qu'à titre indicatif.

De plus, la collecte de données ne couvre pas la totalité de l'Artibonite mais uniquement sept sections communales au sein du département. Lorsque des totaux sont présentés ils correspondent donc uniquement à ces 7 sections, et non pas à l'ensemble des 4 communes.

Enfin, l'enquête n'explore que peu les besoins des populations déplacées comme moins de 5% des ménages interrogés sont en situation de déplacement.

COUVERTURE GEOGRAPHIQUE



A PROPOS DE REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).

Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter : @REACH_info.

NOTES DE BAS DE PAGE

PAGE 1

¹ OHCHR, [La violence des groupes criminels s'étend en dehors de Port-au-Prince](#), 2023

² BINUH, [Situation des droits de l'homme - Rapport trimestriel](#), 2023

³ OCHA, [Aperçu des besoins humanitaires et plan de réponse](#), 2024

PAGE 9

¹ PAM, [Analyse des dynamiques de surfaces agricoles en Artibonite \(contre-saison\)](#), 2023

² CAPAC, [Bas-Artibonite : Le CAPAC lance une alerte sur le risque de perte de plusieurs hectares de récoltes de riz des paysans](#)

PAGE 10

¹ UN News, [La violence armée s'enracine dans le « grenier à riz » d'Haïti, s'inquiète l'UNICEF](#), 2023

² REACH, Haïti, cholera outbreak, 2024